

**Un ensemble de dispositions.... Mais lesquelles ? Mise en œuvre par le bas d'un modèle novateur de politique sociale dans un arrondissement d'Istanbul [MODELES' EUROPEENS ET POLITIQUE LOCALE : LE RESEAU EUROPEEN DES LIVING LABS' ET L'EXEMPLE DE BASAKSEHIR]**

Marc Smyrl, Ceren Ark

► **To cite this version:**

Marc Smyrl, Ceren Ark. Un ensemble de dispositions.... Mais lesquelles ? Mise en œuvre par le bas d'un modèle novateur de politique sociale dans un arrondissement d'Istanbul [MODELES' EUROPEENS ET POLITIQUE LOCALE : LE RESEAU EUROPEEN DES LIVING LABS' ET L'EXEMPLE DE BASAKSEHIR]. 13ème Congrès national de l'Association française de science politique, Association française de science politique, Jun 2015, Aix-en -Provence, France. hal-03347703

**HAL Id: hal-03347703**

**<https://hal.umontpellier.fr/hal-03347703>**

Submitted on 17 Sep 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**MODELES EUROPEENS ET POLITIQUE LOCALE : LE RESEAU EUROPEEN DES 'LIVING LABS' ET L'EXEMPLE DE BASAKSEHIR**

Communication à la Section Thématique 44  
13<sup>e</sup> Congrès de l'Association Française de Science Politique  
Aix-en-Provence : 23 et 24 juin 2015

Ceren ARK – Université Paris 1  
Marc SMYRL – Université de Montpellier

\*\*\*\*\*

Aux origines du projet intellectuel dont cette communication représente les premiers fruits se trouvent l'objet de la recherche du terrain doctoral d'un de nous, la Başakşehir *Destek Kart* (Ceren Ark) et une préoccupation théorique de longue date de l'autre (Marc Smyrl) avec les questions liées à la traduction des politiques publiques au delà du contexte institutionnel de leurs origines. Nous reviendrons sur le premier. La seconde invite à une réflexion sur l'isolement relatif des travaux sur la question « d'européanisation ». Ces derniers, en effet se sont trop souvent concentrés sur des éléments technique de « traduction » du droit et des politiques publiques européennes dans le droit ou les règlements des Etats membres, ou dans le cas des pays limitrophes ont pris en compte surtout les effets d'émulation ou d'entraînement. Une tendance commune à ces approches est de prendre les instruments de politiques publiques – que ceux-ci soit « traduits », ou « émulsés » au premier degré, de ne regarder que leurs fins officielles, ou leur effet dans le contexte de leur pays d'origine. Problématique à l'intérieur de l'UE, cette tendance ne l'est que plus quand il s'agit de pays tiers. L'adoption par anticipation, émulation, ou sous pressions des forces quasi mystique de la « mondialisation », « l'européanisation » ou encore à la « libéralisation » d'instruments ou d'objectifs, nous proposons, doit être vu plutôt comme un point de départ que comme aboutissement aussi bien de adaptation politique que du travail d'analyse. Rien, en effet, ne permet de dire que tel ou tel instrument ou objectif aura dans un pays d'adoption les mêmes effets que dans celui de ces origines. Un éclairage utile sur ce problème nous vient des travaux dans divers contextes nationaux sur les instruments de politiques publiques et leur mise en œuvre. Notre propos dans les pages qui suivent est de partager une réflexion encore très préliminaire sur cet apport disciplinaire. En quoi, nous demandons, une littérature *a priori* développée pour faire état de cas nationaux peut-elle nous aider à mieux comprendre les mécanismes et effets de la diffusion d'instruments européen ?

## 1. De l'europanisation par anticipation à la mise en œuvre ambiguë

La vaste littérature sur « l'europanisation » a depuis longtemps prit compte du fait que, même dans les Etats membres de longue date, la « traduction » des normes, directives, et autres règlements européen dans le droit mais encore plus dans les pratiques nationales était un sujet pour l'étude duquel la sociologie fournissait des outil autrement plus performant que le droit. Ainsi, Knill et Lemschow (2005 : 587) constatent qu'en vu de la résistance prévisible de toute organisation au changement, nous devons nous attendre au mieux à une adoption lente, incrémentale et incomplète de toute initiative européenne. Selon ces auteurs, il ne faut pas s'attendre à un mouvement d'harmonisation même dans le cas en principe contraignant de la législation européenne. Il ne s'agit pas, comme le voudrait un courant d'inspiration plus juridique, (Falkner *et ali.*, 2007 ; Falkner, Treib, 2008) d'obéissance (*compliance*) plus ou moins imparfaite mais bien d'une adaptation active et parfois créative dans laquelle la « traduction » officielle d'un texte européen dans le droit national est plutôt le début que l'aboutissement. Pour toutes leurs différences, néanmoins, ces deux approches analytique se retrouvent sur un point essentiel : qu'il s'agisse d'obéissance imparfaite ou d'adaptation créative, ni l'une ni l'autre ne propose une hypothèse de convergence.

C'est précisément cette hypothèse de convergence, par contre, qui sous-tend une certaine vision plus politique du modèle européen. Le terme même « modèle » semble indiquer qu'il s'agit d'un exemple à suivre. Cet exemple, nous l'accordons, n'est plus aussi monolithique qu'il ne l'était à une certaine époque. Dans le vocabulaire officiel de l'UE, il s'agit désormais moins d'harmonisation (plus ou moins obligatoire) que de reconnaissance mutuelle et d'adoption volontaire des « meilleures pratiques ». Cette démarche était dès 2000 au cœur de la « méthode ouverte de coordination », dite « stratégie de Lisbonne ». Conçue pour favoriser le développement des technologies d'information dans le but de soutenir l'emploi, cette stratégie, comme nous l'indique l'analyse presque contemporaine de Renaud Dehousse, (2004) reposait non pas sur la contrainte mais sur « l'émulation entre les Etats membres » qui étaient censés adopter de manière volontaire les instruments ayant fait leur preuves dans d'autres cadres nationaux.

Cette notion d'émulation se retrouve également au centre de la notion de convergence par anticipation, telle que celle-ci est appliquée aux pays qui serait actuellement ou éventuellement candidats à l'accession – une group duquel la Turquie à la distinction d'être le

doyen d'âge. La question posée ici, en dehors de toute contrainte formelle est jusqu'à quel point il serait possible de discerner une convergence sur les normes européens. Cette question est le sujet d'un traitement récent dans la thèse de Naz Masraff (2011) qui pose la question de la convergence par anticipation dans des conditions ou l'éventuelle accession de la Turquie à l'UE devient de moins en moins probable. L'auteur trouve néanmoins que, pour des raisons internes, l'administration turque continue à augmenter son importation d'instruments d'inspiration européens. S'émancipant presque totalement de la contrainte juridique, cet argument ressemble à ceux qui ont été avancés pour justifier l'adoption par divers pays d'instruments liés au programme néolibéral. L'attrait de ces instruments, dans cette logique, serait moins leur performance que leur légitimité dans le contexte international actuel. L'importance de cette légitimité peut s'expliquer par des arguments de type rationnel et instrumentaliste – les adopter aide à attirer le capital international, par exemple – ou par une approche prenant comme point de départ l'attrait de « l'isomorphisme institutionnel » (DiMaggio and Powell, 1983), mais dans l'une comme l'autre de ces logiques elle propose une justification pour l'adoption sans contraintes particulières d'instruments d'origine externes pour des raisons autres que leur efficacité immédiate. Nous serions ici dans ce que John Campbell (2004 : 77) désigne la logique de diffusion : « ... *the spread of institutional principles or practices with little modification through a population of actors.* » Nous voici donc avec un enchaînement logique : légitimité (des instruments) ; émulation (de ces mêmes instruments) ; convergence (des résultats). Sauf que non ; cet enchaînement est tout sauf logique. Ce que notre formulation volontairement simplifiée à outrance rend ici évident se trouve souvent occulté mais bien présent. Il s'agit bien sur le d'équivalence supposé sans preuve entre instrument et résultat.

Ce n'est pas par hasard que nous employons à répétition dans le paragraphe précédent le terme 'instrument' car la littérature française sur l'instrumentalisation de politiques publiques nous fournit des éléments de première importance pour rectifier les lacunes de l'enchaînement trop rapide caricaturé ci-dessus. Commençons donc par une définition devenue canonique : celle de Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès :

*Un instrument d'action publique constitue un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur.*  
(Lascoumes et Le Galès, 2004 : 13)

Pour ces auteurs, les instruments doivent se comprendre comme des institutions, au sens proposé par Douglas North, « un ensemble plus ou moins coordonné de règles et de procédures qui gouvernent les interactions et les comportements des acteurs et des institutions », fournissant ainsi « un cadre stable d'anticipation qui réduit les incertitudes et structure l'action collective ». (15) Si l'instrument appartient à la vaste catégorie des institutions, il n'en est pas moins un membre assez particulier. Au moins à ses origines, l'instrument de politiques publiques suit une logique fortement instrumentaliste : il ne se limite pas à dessiner les contours d'une conduite appropriée, mais est censé structurer l'action collective pour arriver à certaines fins et en éviter d'autres.

C'est ici que l'étude de la mise en œuvre prend tout son sens. Ayant critiqués les modèles centrés uniquement sur le contrôle à distance, Majone et Wildavsky avait proposés il y déjà longtemps une métaphore qui s'accorde fort bien avec l'approche par les instruments : celle de l'outil.

*If we want to think of a plan as a tool in the hands of the implementer, we must bear in mind that even a tool is only a cluster of dispositions. To say that something is a tool is to say that it can produce certain results under appropriate circumstances ... (Majone and Wildavsky, 1979: 169)*

Tout comme l'outil physique, l'instrument de politique publique prédispose celui qui le manie à certains comportements plutôt qu'à d'autres. Si l'outil peut ainsi se voir comme « un ensemble de dispositions » il n'en suit pas que celles-ci seront nécessairement prévisibles à l'avance. Noter la présence d'un instrument doit ainsi représenter le point de départ, et non pas l'aboutissement, d'une enquête sur la convergence. Un exemple particulièrement riche issue d'un terrain local en Turquie nous permet d'illustrer et de pousser plus loin ce raisonnement.

## 2. Un cas illustratif: la *Destek Kart* à Başakşehir<sup>1</sup>

La création en 2010<sup>2</sup> de la *Destek Kart* « carte de soutien » par la municipalité turque de Başakşehir, nous fournit un cas d'étude idéal pour réfléchir aux questions théoriques soulevés dans la première partie de cette communication. Notre propos, cela mérite d'être répété, n'est aucunement de mettre en avant une évaluation – ou encore moins un jugement moral – de cette politique. Nous cherchons plutôt à prendre ce cas comme un élément d'une réflexion théorique sur les modèles d'instrumentalisation des politiques publiques, et de diffusion et apprentissage de ces mêmes politiques. L'instrument en question, nous le verrons, porte en lui-même non pas un mais trois ensembles de dispositions qui, s'ils ne sont pas nécessairement incompatibles les uns avec les autres, sont néanmoins conceptuellement distinctes. Après une brève description technique, nous passerons en revue ces trois ensembles : considérant cet instrument en tant que politique sociale, vitrine technologique, et instrument de mobilisation partisane.

### La *Destek Kart* : fiche technique

Située dans la partie européenne d'Istanbul, à l'ouest de la ville historique, Başakşehir, municipalité de plus de 300.000 habitants rassemble des quartiers bourgeois et des zones d'habitations précaires. Dans sa forme actuelle, la municipalité est une création récente, issue de la réforme territoriale de 2008. Elue une première fois en 2009, l'équipe municipale dominée par le Parti de Justice et Développement (par la suite AKP, selon ses initiales turques) est réélue en 2014. La carte de soutien prend donc la forme d'une carte de paiement, régulièrement rechargée, qui peut être utilisée pour l'achat de nourriture, de vêtements (après 2011) ou de fournitures scolaires dans certains magasins locaux. Cette carte est accordée prioritairement aux femmes et porte la photo de la bénéficiaire. Seul les résidents de l'arrondissement sont éligibles. Seul dans les cas où un foyer serait sans femmes de santé valide serait-il envisageable de donner la carte à un homme. Le montant de la recharge est 200TL (71 Euro au taux de 2014) avec un supplément de 5 TL (1.78 Euro) pour chaque enfant entre 6 et 18 ans. Dans le cas d'enfant ayant perdu père ou mère, pour chaque enfant la famille aura droit à 5 TL d'aides supplémentaires. L'obtention et la fréquence de rechargement

---

<sup>1</sup> Les analyses de terrain dont il est question dans cette section sont issues des enquêtes menées entre 2012 et 2014 par Ceren Ark à la municipalité Başakşehir et dans le quartier de Şahintepe, une des zones d'habitation précaire de cet arrondissement.

<sup>2</sup> La distribution des premières cartes a commencé en août 2010<sup>2</sup>.

de la carte sont liées au revenu mensuel du foyer divisé par le nombre de membre de la famille. Le seuil pour recevoir une carte de soutien rechargée une fois par mois est un revenu par personne inférieur à 1/6 du salaire minimum légal net. Pour l'année 2014, cela correspond à un revenu par personne inférieur à 141 TL. Ce seuil est supérieur à celui des aides nationales, qui se trouve à 96 TL pour l'année de 2011. Si le revenu par membre de la famille s'élève au quart du salaire minimum, elle reçoit le rechargement tous les trois mois. Si le revenu per membre de la famille est un tiers, la famille reçoit le rechargement tous les six mois. Si le revenu par membre de la famille est la moitié, la famille reçoit le rechargement une fois par an. Les familles de « première catégories », celles qui reçoivent une recharge tous les mois, ont en plus droit une fois par an à un crédit pour achat de vêtements. Pour chaque membre de la famille, 100 TL sont rajoutés à la carte pour cet usage<sup>3</sup>. Depuis 2011, l'usage de l'informatique rend possible la « carte de soutien intelligente » (akıllı kart) avec laquelle les utilisatrices peuvent voir quand la carte est rechargée, la somme qui a été dépensée, et la valeur dont elles disposent pour faire des achats de nourriture et de vêtement. Avec cette carte intelligente, il n'y a pas une limite de temps pour les achats ; les crédits restent valides jusqu'à ce qu'ils soient dépensés. Ce système permet également à la municipalité de changer la fréquence de rechargement dans le cas où les revenus de la famille changeraient.

En outre, les catégories d'aide peuvent être changé en fonctionne d'autres critères. En cas de besoin médical, par exemple, la carte peut être utilisée pour l'achat de matériel comme une chaise roulante.<sup>4</sup> Des familles ayant perdu leur logement suite à un incendie peuvent avoir des crédits pour l'achat de matériel de construction.<sup>5</sup> Pour des personnes n'ayant pas de loyer, propriétaire de leur logement, le rechargement se fait au prochain niveau (i.e. tous les 3 mois au lieu de tous les mois). Les revenus de personnes âgées de moins de 16 ans ne sont pas pris en compte. Si le foyer contient des personnes entre 18 et 60 ans qui ne travaillent pas, la mère de famille exceptée, le rechargement se fait au prochain niveau (i.e. tous les 3 mois au lieu de tous les mois). Par contre les familles possédant une voiture plus récente que 1994, ou qui refusent de déclarer le modèle de leur voiture n'ont pas le droit d'obtenir le carte de soutien. Ces renseignements sont fournis par des fonctionnaires municipaux qui font les visites de

---

<sup>3</sup> "Gezicilerin Hedefindeki İstanbul'un vitrin ilçesi" haber 7, 20.02.2014, <http://www.haber7.com/yerel-yonetimler/haber/1129750-gezcilerin-hedefindeki-istanbulun-vitrin-ilcesi>, consulté le 11.05.2015

<sup>4</sup> Bir sosyal belediyecilik örneği: Destek Kart", *Başakşehirbülteni*, numero: 15 juin 2011 p:14

<sup>5</sup> "İhtiyaç Sahiplerine Yapı Malzemesi Yardımı", La municipalité de Başakşehir, <http://www.basaksehir.bel.tr/icerik/2111/ihtiyac-sahiplerine-yapi-malzemesi-yardimi?open=591>, consulté le 11.05.2015

maisons. Il s'agit une enquête pour chaque foyer au cours de laquelle il s'agirait de poser 250 questions, dont 196 sur les niveaux économique<sup>6</sup>. Selon Şadıman Kutay, fonctionnaire aux affaires de l'aide sociale de la municipalité, Les réponses à l'enquête renseignent un système informatique utilisant le logiciel « Digikent », ce qui permet la suivie des dossiers par la municipalité. Le directeur des affaires sociales de Başakşehir a donné le nombre total des utilisateurs des cartes de soutiens à l'échelle de l'arrondissement.

Nombre totale d'utilisateurs dans l'arrondissement de Başakşehir: 2014	7274
Rechargé tous les mois:	1842
Rechargé tous les trois mois:	1621
Rechargé tous les six mois:	2463
Rechargé une fois par an	1368

Source : Directeur des affaires sociales de la municipalité de Başakşehir, le 13 mars 2014

Les commerçants participants à ce programme doivent également suivre aussi des règles précises. Ils doivent détenir un permit municipal et disposer d'au moins 150 m<sup>2</sup> et d'un lecteur de code barre, ne pas employer du personnel non – déclaré à la sécurité sociale, ne pas avoir de condamnation judiciaire, ne pas vendre des contrefaçons, des produits périmés, ou des produits interdits.

### De l'instrument aux dispositions

Quelles sont les dispositions incarnées dans cet instrument ? Un premier indice nous vient de la manière dont ses créateurs le justifient. Même à ce niveau déclaratif, nous trouvons une diversité d'analyses possibles. Deux grandes lignes émergent, une première met en avant les avantages pour la population locale ; la *Destek Kart* est présenté dans ce contexte comme un instrument incarnant en même temps une tradition de charité et une certaine vision du marché. Un second discours, compatible sans être identique avec le premier, intègre la *Destek Kart* dans un dispositif plus vaste de vitrine technologique pour la municipalité de Başakşehir. Au

<sup>6</sup> Bir sosyal belediyecilik örneği: Destek Kart", *Başakşehirbülteni*, numero: 15 juin 2011 p:13



delà de ces fins avérées nos observations laissent apercevoir une troisième finalité celle-ci politique.

*Explications et justifications : de la charité ottomane au marché néolibéral*

La mise en place de la *Destek Kart* est liée avec un besoin local et, en particulier, avec certains dysfonctionnements notés des systèmes traditionnels d'aide en nature – les colis de nourriture distribués à l'époque du Ramadan, par exemple. Selon, l'ancien maire adjoint, Mehmet Şahin, pendant les distribution aides de Ramadan municipalité en 2009, le directeur des affaires du nettoyage (temizlik işleri müdürü) lui a indiqué que les pois chiches secs distribués dans ces colis se retrouvaient dans la poubelle dans les quartiers du centre « orta mahalleler », expression qui désigne les quartiers précaires de l'arrondissement – Ziya Gökalp, Güvercintepe, Altınşehir et Şahintepe – qui se trouvent entre les zones bourgeoise de Başakşehir et Bahçeşehir. Şahin nous a dit avoir fait une recherche dans les quartiers. Il a appris que les pois chiches ont été jetés à cause du cout de cuisson qui est très élevée par rapport à leur valeur nutritive pour une famille. Selon Mehmet Şahin, une habitante indiquait que, pour faire cuire ces légumes secs, elle dépense le 25 TL (9 Euro) consommant plus de la moitié d'une bouteille de gaz comprimé. Ainsi les habitants les jettent pour ne pas faire face à ce cout. Selon notre interlocuteur, l'idée de la carte de soutien lui est venue en voyant une publicité pour carte de paiement « jeunes », à valeur bloquée. Ce modèle explique une des particularités principales de la carte dans la distribution de l'aide sociale. Contrairement à des systèmes mis en place dans d'autres arrondissements comme Beyoğlu, où les cartes ne ont valables que dans des magazines exploités directement par la municipalité, la *Destek Kart* est utilisable dans des commerces privés locaux<sup>7</sup>.

Une seconde justification offerte par les autorités municipales renvoi l'instrument de la *Destek Kart* aux coutumes de l'époque ottomane. L'avantage du système du carte de soutien, de ce point de vu, est qu'elle ne crée pas un stigma visible comme pouvait le faire les distributions directes de nourriture ou de charbon – ou tous les voisins pouvaient voir qui recevait des aides. La solution à tous ces problèmes, selon notre interlocuteur, est inspirée par les pierres d'aumône faisaient partie de la tradition de solidarité sociale chez les Ottomans.

---

<sup>7</sup> Bir sosyal belediyecilik örneği: Destek Kart", *Başakşehirbülteni*, numero: 15 juin 2011 p:12

*Lorsque nous pensons à cette politique, nous pensons à l'exemple des pierres d'aumône. Comme la pierre d'aumône, nous voulons créer un système où ni le donneur, ni le preneur ne remarque l'autre.*<sup>8</sup>

Dans les période Ottoman, les pierre d'aumône étaient des pierres hautes de un mètre et demi à deux mètres avec un creux au milieu placées en général devant les mosquées, les tombeaux, les bibliothèques et les grandes places. Deux ou trois marches se trouvaient à côté de la pierre permettant de laisser de l'argent dans le creux au milieu. Ceux qui voulaient aider les pauvres en faisant des dons se rendaient sur ces lieux dans l'obscurité de la nuit et y déposaient leurs aumônes. Par la suite, les personnes dans le besoin allaient récupérer juste le montant dont ils avaient besoin. Le reste était laissé aux autres dans le besoin comme eux. Ces pierres d'aumône avaient une mission importante. Grâce à elles, les pauvres ne mendiaient pas, tandis que les riches ne voyaient pas les personnes qu'ils aidaient. Il ne faut pas, bien sur, pousser cet image trop loin. Bien que la carte de soutien, comme la pierre d'aumône, aide contribue à préserver l'anonymat du bénéficiaire, aux yeux de ses voisins sinon des autorités, l'identité du donateur est bien connue. Ce qui est plus, nous verrons que ce geste de la part des autorités est loin d'être entièrement désintéressé ; le parti en tire un avantage politique calculé. C'est vers cet aspect de la politique que nous devons maintenant nous tourner.

Premièrement, la carte ne représente pas uniquement une source d'aide sociale pour les particuliers. Elle est également une source de revenus pour ceux parmi les commerces locaux qui l'acceptent. Cela crée des relations de dépendance entre la municipalité et les commerces locaux. Selon un commerçant local qui accepte la carte de soutien, cela peut apporter autant que 40.000 TL (14.285 Euro) par mois, bien qu'il y ait parfois des retards dans le paiement de la municipalité.<sup>9</sup> Cette dynamique nous rappelle l'analyse d'Ayşe Buğra (2009) de "l'économie politique de l'aumône" liant résidents et entreprises dans réseau de la dépendance à l'égard du parti. Une seconde différence important est que l'informatisation de l'aide sociale offre aux autorités municipales des capacités de surveillance sur la vie économique du quartier. Le système permet à la municipalité de suivre en temps réel ce qui est acheté avec les cartes. Nos interlocuteurs ont évoqué, par exemple, qu'ils n'avaient pas prévue une demande importante pour les bananes et les jouets d'enfants.

---

<sup>8</sup> Entretien (Ark), Bakırköy, 21.01.2014

<sup>9</sup> Entretien (Ark), 28.03.2014

Collectivement ces éléments permettent de dresser l'inventaire d'un premier ensemble de dispositions déjà quelque peu surprenant, alliant le vocabulaire du marché à ceux de la charité et de l'autorité. Ce dernier élément devient évident dès que la question du contrôle d'éligibilité est posée. Comment les autorités seraient-elles au courant de l'évolution des revenus d'une famille dans un cadre où ceux-ci proviennent fort probablement d'activités informelles ? Une réponse souvent évoquée dans des entretiens avec les responsables de ce programme est la surveillance mutuelle. Une famille qui abuse de l'aide sociale risque d'être dénoncée par ses voisins. Parmi les dispositions incarnées par la *Destek Kart* seraient, pour les bénéficiaires en même temps un apprentissage du marché (acheter à prix courant plutôt que recevoir des aides en nature ou des subventions) et un renforcement de la discipline sociale. La municipalité, pour sa part, met en place un instrument qui lui permet un suivi informatisé de sa politique d'aide sociale. Cette dernière remarque, en fait, ouvre la porte à une nouvelle réflexion, car loin de n'être qu'un élément supplémentaire d'amélioration de la politique sociale, l'informatisation s'avère appartenir à un tout autre ensemble de disposition.

*Un élément d'une vitrine technologique : Destek Kart et Living Lab*

A côté de ce premier ensemble de dispositions, se trouve ainsi un deuxième : le rôle de la *Destek Kart* comme un élément avec plusieurs autres dans la « vitrine technologique » d'une municipalité qui mise publiquement sur la modernisation et les liens avec les réseaux d'innovations européens. Le registre ici n'est plus celui de la politique sociale (qu'elle soit néo libérale ou néo ottomane...) mais celui des villes intelligentes (« smart cities ») et des « réseaux ouverts d'innovation ». Au cœur de ce projet se trouve le réseau ENoLL (European Network of Living Labs), auquel a adhéré Başakşehir en 2012.

ENoLL, à son tour, est une création de l'Union Européenne, œuvre de la présidence finlandaise de 2006, dans le contexte de sa politique de soutien à la recherche et l'innovation technologique et les divers PCRD depuis le 6<sup>e</sup> dans le cadre du programme: *La Société de l'information et les médias au service de la croissance et de l'emploi* – généralement désigné Initiative i2010. (DG INFSO, 2009).<sup>10</sup> Lancé par la Commission Européenne en 2005, i2010 est présenté par celle-ci comme :

---

<sup>10</sup> La Direction Générale INFSO devient DG CONNECT en juillet 2012.

*... le nouveau cadre stratégique de la Commission européenne définissant les larges orientations politiques pour la société de l'information et les médias. Cette nouvelle politique intégrée vise notamment à encourager la connaissance et l'innovation afin de soutenir la croissance ainsi que la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Elle s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Lisbonne révisée. »<sup>11</sup>*

Cette référence à la « stratégie de Lisbonne » est de première importance pour notre réflexion analytique car, nous l'avons vu plus haut, celle-ci est justement basée sur la vision de la diffusion des instruments par émulation et anticipation par rapport à laquelle nous tenons à marquer une certaine distance critique. Pour l'immédiat, néanmoins, nous en restons aux objectifs de cette initiative tels que ceux-ci sont mis en avant dans les documents officiels. Le principe des projets de ce type est qu'un consortium de partenaires (établissements universitaires et organismes de recherches, mais surtout dans ce contexte des entreprises et collectivités territoriales) propose un projet, pour lequel ils reçoivent une aide financière de la part de la commission.

L'encadré ci dessous, extrait du document d'adhésion de Başakşehir au réseau ENoLL, résume aussi bien les motivations, de la municipalité que les principales initiatives mise en avant pour justifier sa participation. Parmi celles-ci, nous trouvons la *Destek Kart* dénommée dans le texte anglais « support card » et présentée de manière assez pudique comme fournissant de l'argent de poche (« *spending money* ») pour les personnes en ayant besoin. Il est précisé que l'usage de celle ci pourrait s'étendre dans l'avenir pour en faire une « carte citoyenne » réunissant des données et ouvrant la voie à des services ciblés en fonction des besoins déterminés de chaque citoyen. Comment et par qui ces besoins seront déterminés, le document ne dit pas. Nous y retournerons. Soit noté en passant, même si cela n'est pas le propos principal de cette communication que les deux initiatives mis en avant, en plus de la *Destek Kart* ajoute a la prise en charge des personnes un élément de régulation et de contrôle de l'espace : il s'agit d'un système de vidéo surveillance et « d'information géographique ».

---

<sup>11</sup>< <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=URISERV:c11328>> consulté le 31.05.2015.

## **BASAKSEHIR LIVING-LAB (BLL), ISTANBUL**

Basaksehir Living Lab Istanbul sets an objective of (i) providing the environment for promoting development of innovative ICT products and services, (ii) establishing a modern, liveable, efficient and environment friendly living place which is in line with its vision, and (iii) being a good example for replication of similar Living Labs in other cities around Turkey. The Living Lab has aimed to increase the life standards of the local society, the quality of Basaksehir city and consciousness of urbanization by means of taking into consideration desires of the local citizen and society by a set of high and standardised innovative services for the local public as well as private organizations. Basaksehir Municipality, in accordance to these purposes regarding applying the quality, provide unconditioned customer satisfaction, education and control to all of its citizen and employees, by continuously improving and applying development facilities. One of the near future objectives is also to replicate similar Living Labs to other cities around Turkey.

### **Description**

The founding and management team of BLL consists of Basaksehir Municipality, Orli Management Consulting, Tikle Mobile Applications & Services, The LifeCo Well-Being Services and ARA Research & Business Development Companies. These five organizations bring together a combination of technology, real life environments, applications, networks and business management experiences. The mission of Basaksehir Living Lab is "to be the supplier, the User Experience Center and the Market Place for Innovative ICT based Products and Services". The offer of using BLL is open to all the citizens and SME's in Basaksehir that have limited resources but innovative ideas. The Basaksehir Living Lab organization and its partners also provides the necessary business management support and guidance to the local innovators and developers. The Living Lab has the physical environment that motivates open innovation, the necessary tools and equipments to produce quality products, services or applications, and the large network of stakeholders and technology partners that provide the best business and technical competence and mentoring to the drivers of innovation in all the domains of the "smart cities" model in Basaksehir/Istanbul.

### **References and Track Record**

Below are some examples of innovative services provided to the public by BLL.

- Support Card: This Smart Card provides spending money for certain products and services at certain locations for people in need. It is expected to develop this Smart card into a Citizen Card that will provide a variety of Smart City applications depending on citizen profile.
- Outdoor Security System (Mobese): This, first of its kind in Turkey, full HD street camera system provides high quality images while connects the municipality and police information databases to Police department for effective use of images.
- Geography Information System: This location based system enables access to location-based information, by integrating e-map technology and location data from the Municipality Information System. A simple example is that the mayor has immediate access to information about the issues regards the street he is walking on via mobile devices.

**Source: European Network of Living Labs**

-- [http://www.openlivinglabs.eu/sites/enoll.org/files/ENoLL\\_Basaksehir%20Living-Lab\\_Profile.pdf](http://www.openlivinglabs.eu/sites/enoll.org/files/ENoLL_Basaksehir%20Living-Lab_Profile.pdf)

L'observation participante et les entretiens avec les initiateurs de la démarche *Living Lab* à Başakşehir suggèrent la conclusion que, pour la municipalité, la technicité de cet instrument devenait dans ce contexte une finalité en soit, fournissant un élément de preuve de modernité technologique pour soutenir une démarche d'attractivité aux capitaux extérieurs. Il s'agit, selon un de nos interlocuteurs à l'intérieur de l'équipe municipale, de faire valoir Başakşehir

comme « un arrondissement d'une modernité exemplaire ... un exemple de 'smart city' »<sup>12</sup>. Gagner le label « living lab » est partie intégrale de cette stratégie : l'intérêt de l'adhésion aux réseaux ENoLL est essentiellement d'attirer des investisseurs en mettant en avant les attraits du site comme terrain d'essai pour leurs produits. Dans les villes européennes, maintient notre interlocuteur, ceci résulte dans une réduction du chômage et une augmentation de la production. Il n'est pas évident, nous l'avons noté ci-dessus, que cette technicisation aie, au moins dans un premier temps, amélioré l'efficacité de la distribution des aides sociales – plutôt le contraire. Le nombre d'utilisateurs de la *Destek Kart* et leur rentrée et sortie du système, sont devenus plus difficile à calculés.<sup>13</sup> Ces problèmes seront sans doute corrigés avec le temps, mais l'essentiel n'est pas là ; un second ensemble de dispositions, en grand partie indépendant du premier, est en évidence. Ce n'est pas le dernier.

### *Un outil de mobilisation politique*

Nous avons noté plus haut que les documents officiels ne disent pas tout sur la question de comment et par qui les personnes éligibles et leurs besoins particuliers besoins seraient déterminés. Sur le terrain, par contre, ces informations ne sont pas difficile à trouver. Dans la période précédant l'élection les membres de l'AKP ont été très visibles dans le quartier, traitant les demandes pour les cartes et d'autres aides. Le bureau électoral du parti est utilisé à cette fin, ainsi en temps de campagne que les grandes réunions publiques ou les femmes font la queue pour demander l'aide matérielle. En observant les femmes du quartier lors de ces occasions, il est évident qu'elles considéraient le parti et ses militants non seulement comme source potentielle d'aide directe, mais aussi et surtout comme point d'accès aux aides sociales officielles de la municipalité. Elles y viennent en particulier demander des visites à domicile en vu d'obtenir la *Destek Kart*. Les membres du parti notent la demande en inscrivant dans des cahiers l'adresse et le téléphone des demandeurs. En même temps, elles remplissent le formulaire d'adhésion pour l'AKP. Après, cette prise de rendez-vous, les militantes du parti (il s'agit toujours de femmes) effectuent des visites à domicile. Celles-ci sont la première étape dans une procédure de détermination d'éligibilité de la famille qui doit normalement comprendre la visite d'un fonctionnaire municipal. Lors des visites à domicile, les militantes du parti réalisent une enquête « *AK Parti İstanbul İl Kadın Kolları İlçe Başakşehir Sohbetleri*

---

<sup>12</sup> Entretien (Ark) Bekir Temel Selçuk yer (Directeur de traitement de l'information: municipalité de Başakşehir) : Başakşehir Living Lab Tarih :12.02 2014

<sup>13</sup> Entretien (Ark) Ayhan Bahçeli- Sosyal Yardım Şefi: Responsable des affaires des aides sociales: municipalité de Başakşehir : 13.03.2014

*Anket Formu* », recueillent des informations économiques et démographiques sur ménages et encourageant les résidents à s'inscrire si elle n'est pas déjà inscrite auprès de l'AKP. Les militants demandent toujours si les habitants reçoivent les SMS d'information de la part du parti.

Les militantes effectuent une mission sociale à laquelle elles peuvent bien véritablement croire. Cela ne les empêche pas, néanmoins, de dire aux gens très directement que s'ils adhèrent l'AKP, leur demande d'aide officielle sera traitée plus rapidement<sup>14</sup>. Bien que les militantes indique que les aides sont offertes à tous les habitants sans prendre en compte l'appartenance partisane, les visites de maison n'ont été observées que chez des sympathisant de l'AKP. Contrairement aux réunions électorales à domicile, les visites de la maison sont courtes ; elles durent à peu près 10 min. Les militants regardent l'état de la maison et font une conversation rapide. Elles demandent les voix pour l'AKP. En général, les habitantes sont plus silencieuses sans faire de demandes particulières ou critiquer le parti. Elles expriment toujours, par contre, leur reconnaissance aux activités du parti. De cette façon, les aides publiques deviennent, au moins en partie, un bien privé à usage personnel. (Hopkins, 2006)

Vers la fin de la campagne, les responsables du parti ont cherché à interdire cette pratique, la trouvant inefficace comme instrument de mobilisation électorale car les militantes voyaient trop peu de femmes à chaque visite. Les militantes dans le quartier où se situe cette enquête ont néanmoins poursuivi cette activité par sens de devoir envers les femmes qui leur avaient demandé des visites. L'importance de la *Destek Kart* et tant qu'instrument de mobilisation persistait de toute manière. Selon de nombreuses observations participantes menées par Ark à l'époque des élections locales de 2014 avec des habitants et notables d'un des quartiers précaires de Başakşehir, ainsi qu'avec des militants et responsables du parti et de la municipalité, il ressort que quasiment tous les acteurs concernés sont eux-mêmes convaincus que cette carte a une grande capacité à mobiliser les femmes. En créant des revenus réguliers, elle permet aux femmes de choisir tout ce dont elles ont besoin dans les magasins et leur donne une certaine indépendance par rapport à leurs maris. Selon un militant de quartier AKP:

*« Les femmes venant des familles sympathisant des autres partis disent qu'elles vont voter pour l'AKP sans en parler à leur mari. Le souci des femmes est ce qu'elles*

---

<sup>14</sup> Observation Participante (Ark), Şahintepe, 3.03.2014

*apportent à la maison. Est-ce que les hommes se font ce soucis ? Ils sortent de la maison le matin et ils n'y reviennent pas jusqu'au soir. Les femmes voient tout ce qu'elles apportent elles-mêmes à la maison comme un avantage. »<sup>15</sup>*

L'importance politique de cet instrument ne s'arrête pas là. Une conclusion centrale des travaux de terrain à Başakşehir (Ark, 2015) est que, le processus de détermination de l'éligibilité de la politique sociale au niveau de l'arrondissement, en particulier dans le cas des cartes de soutien donne lieu à une occasion de « pédagogie politique », dans le sens où elle permet l'apprentissage des catégories idéologiques et normatives. Padioleau (1982 :215) dans le cas du parti communiste français noté que :

*Concrètement, le Parti ne distribue pas seulement des biens dans le but de satisfaire des besoins concrets d'électeurs; mais l'allocation de ces biens s'inscrit ainsi dans une démarche que nous qualifierons de pédagogie politique. En ce sens, le parti s'efforce de l'englober dans une rationalité normative [...] beaucoup plus vaste.*

En effet, contrairement aux « machines politiques urbaines » des USA, (Bonnet, 2010 : 10), l'AKP est tout sauf indifférent à la politique au sens du contenu de l'action publique. Le contact avec les citoyens à travers les visites liées à la *Destek Kart* et la pédagogie politique qu'elles facilitent, sont explicitement au service du programme politique et économique de l'AKP, dont un élément central est la transformation urbaine. Un troisième ensemble de dispositions est donc présent à côté des deux premiers. La *Destek Kart* se trouve ici non plus un outil social entre les mains des habitants des quartiers précaires, ou un outil de communication pour une municipalité cherchant à mettre en avant sa modernité mais bien un outil politique pour un parti dominant qui cherche à assurer son hégémonie électorale et cognitive.

### **3. Vers un programme de recherches comparatives**

Il serait facile d'en rester là, de se féliciter d'avoir déniché encore une fois une vérité politique derrière une façade de bienfaisance rendue encore plus suspecte par son habillage technologique. Attention ! Un ensemble de dispositions peut en cacher un autre. Facile mais

---

<sup>15</sup> Entretien (Ark), Militante, Şahintepe, 7.03.2014



finalement sans grand intérêt. L'exemple de la *Destek Cart* est mieux employé comme en même temps mise en garde et générateur de questions et, à terme, d'hypothèses. Mise en garde, d'abord – il fallait s'y attendre – contre une lecture trop simple de nos propres modèles. Ce cas illustre bien les dangers d'une analyse au premier degré de la diffusion ou encore plus de la convergence par anticipation. Nous retrouvons la sagesse de Majone et Wildavsky pour nous rappeler que :

*Policy ideas in the abstract (assuming only a minimum logical coherence) are subject to an infinite variety of contingencies, and they contain worlds of possible practical applications. What is in them depends on what is in us, and vice versa. (176)*

Même au niveau le plus institutionnalisé, donc, nous ferions bien de prendre une certaine distance par rapport à l'approche purement juridique de la « traduction ». Quant il s'agit de la diffusion des modèles et des « meilleures pratiques » chère à la « stratégie de Lisbonne » et ses successeurs il devient impératif de passer du sens juridique au sens sociologique de principe de traduction. Les travaux de John Campbell (2004) nous offrent ici une indication précieuse, car la notion de traduction, pour lui, revoie à celle de « *bricolage* » (en Français dans le texte). Par ce terme, il indique la pratique de mettre ensemble de manière créative des éléments initialement distincts. Ces éléments peuvent être concrets ou symboliques. Il insiste particulièrement sur l'importance égale des deux :

*... in order for new instruments to take hold they must be framed with combinations of existing cultural symbols that are consistent with the dominant cognitive and normative institutions. (Campbell, 2004: 70)*

Ancré dans le passé par son usage d'éléments existants, le bricolage est néanmoins vu comme une action créative, une dynamique qui à terme donne lieu à des nouvelles pratiques. Le « bricolage » devient « traduction » quant une partie des éléments (re)combinés proviennent de l'extérieur. Celui-ci, Campbell insiste, diffère profondément de la simple « diffusion ».

*Case studies have shown that the concept of diffusion is under-theorized because diffusion studies fail typically to recognize that when institutional principles and practices travel from one site to another, the recipients enact them in different ways or to a greater or lesser extent depending on their local social or institutional context.*

*More specifically, new ideas are combined with already existing institutional practices and therefore are translated into local practices in varying degrees and in ways that involve a process very similar to bricolage. (Campbell, 2004: 80 – c'est l'auteur qui souligne)*

La traduction comprise de cette manière nous aide à mettre en ordre nos observations. Le lien entre instrument et institution suggéré par Lascoumes et Le Galès nous permet d'unifier le vocabulaire analytique – et de rattacher ainsi les divers éléments de notre propre bricolage. En effet, les divers ensembles de dispositions révélés par l'étude de la *Destek Kart* se comprennent facilement comme le fruit de traductions successives : éléments symbolique de la tradition ottomane (les rites liés à l'aumône) offrant légitimation à une politique sociale ouvertement « pro – marché » ; éléments pratiques de la réalité du clientélisme électoral en symbiose avec, en même temps, la nécessité toute aussi pratique d'attirer le capital externe en montrant un visage « moderne ». (Ark, 2014) La traduction, dans tous les cas, se fait de manière incrémentale et en dit autant sur les traducteurs que sur les éléments traduits. Il en suit que les ensembles de dispositions rattachés à tel ou tel instrument, eux-mêmes enchâssés dans un contexte institutionnel, feront à leur tour l'objet de combinaison et de recombinaison.

Cette ligne d'analyse suggère une enquête allant bien au delà de la question très particulière de la *Destek Kart*. Le réseau des « living labs » nous offre ici un potentiel comparatif important. En effet, parmi les justifications avérées de la politique européenne de soutien à l'innovation technologique se trouve l'importance de la diversité des approches pour encourager l'émergence des nouvelles technologies et leurs applications sociales. Dans l'esprit de la « méthode ouverte de coordination » il s'agit de donner les moyens à l'imagination et la créativité tout en assurant la circulation des résultats et l'émulation des « meilleures pratiques ». L'approche des « réseaux ouverts d'innovations », dont s'inspire le réseau ENoLL, est justement un exemple souvent mis en avant de cette nouvelle approche.

Mais il ne faut pas s'y tromper. L'imagination, la créativité, l'initiative que cherchent à encourager le réseau ENoLL sont tous au service d'un modèle précis. Il ne s'agit pas d'innover n'importe comment ! Les documents programmatiques provenant aussi bien d'ENoLL que de la Commission Européenne ne laisse aucun doute qu'il s'agit bien d'un modèle au sens fort du mot tel que nous l'avions établi au début de cette communication : un exemple à suivre. Le fait que ce modèle met en exergue l'importance de la diversité n'en fait

pas moins un modèle. Le rapport le plus récent de la Commission à ce sujet (DG CONNECT, 2014 : 14) le présente comme « écosystème d'innovation », et évoque un « réseaux d'écosystèmes régionaux d'innovations » comprenant plus de 300 membres. Non limité au territoire de l'UE, ENoLL, a désormais des membres sur plusieurs continents. Les unités partenaires peuvent être de tailles et de finalités différents. L'élément commun vient de la méthode dite ouverte d'innovation, au cœur de laquelle se trouve le principe de collaboration étroite entre les concepteurs et les usagers des technologies innovantes. Si beaucoup d'unités sont centrés sur des entreprises, d'autres sont définis à l'échelle territoriale : « *regional Living Labs with open innovation systems that involve citizens for improving local and regional services* » (DG INFSO, 2009 : 14) L'exemple de Başakşehir suggère qu'un rôle important d'un centre « living lab » est de servir en même temps de pépinière d'entreprise local et d'élément d'attraction pour les entreprises étrangères. La valeur ajoutée du réseau ENoLL, selon ce même document, est de faciliter la coopération et l'exploitation des synergies parmi les divers membres du groupe. En se tournant vers les documents officiels d'ENoLL et de la Commission Européenne nous trouvons le modèle érigé en dogme clairement énoncé. Dans l'introduction du très officiel rapport de la Commission cité ci-dessus (DG CONNECT, 2014 : 6) nous pouvons lire :

*We still hear from many practitioners the very misleading statement 'but we have been doing open innovation for more than ten years now!' That is, however, not true. ... Something new is being cooked! Often innovators still talk about the leaking funnels, clusters and also triple helix innovation where the stakeholders are academia, industry and public sector. Open Innovation 2.0 however brings us further, taking the full advantage of strong seamless interactivity across all stakeholders, including users, across the whole innovation ecosystems. Important is not only the quadruple helix innovation but also the active search of entirely new connections and areas between clusters, again with the drive of creating entirely new innovations based on, but not limited to, the existing clusters.*

Pour ceux qui ont la mémoire un peu longue, tout cela rappelle étrangement une autre épisode de politique européenne, ou encore une fois le soutien au montage de projets déconcentrée été censé produire une floraison de stratégies innovantes, l'approche dite « intégrée » de la politique régionale des années 1980 et 1990. Les études d'un des auteurs de la présente communication (Smyrl) à cette époque posaient l'hypothèse que l'appareillage analytique centré sur la mise en œuvre évoqué tout au long de cette communication se trouve particulièrement bien adapté pour mettre à jour certains éléments par ailleurs peux étudiés des politiques européennes de soutien à l'innovation telle que celles-ci existaient dans les années

1980 et 1990. (Smyrl, 1999 ; Piattoni and Smyrl, 2003 ; Smyrl 2008) Parmi ceux-ci, trois sont d'intérêt particulier dans le contexte du projet actuel.

- Traduction imparfaite : le sens des termes clés d'une politique étant fortement lié au contexte et à la culture organisationnelle de sa conception, celui-ci risque d'être transformé lors de leur transposition au delà des frontières institutionnelles. Ce glissement sémantique est le plus souvent involontaire et parfois inaperçu, mais il peut donner lieu à des perceptions « d'échec de mise en œuvre » apparemment inexplicable.

- Dérive des dispositions : En fournissant certaines « outils » plutôt que d'autres, les initiateurs de ces politiques cherchent à influencer l'usage qui sera fait des ressources et de l'autorité déléguée. Tout comme le sens des mots, néanmoins, l'ensemble de dispositions incarné par tel ou tel instrument ne sera pas identique d'un usager à un autre, et les formes prises par cette dérive sont difficilement prévisibles.

- Innovation mimétique : la poursuite de l'innovation par la décentralisation des initiatives risque de produire l'effet pervers du mimétisme si les innovateurs suivent tous, par choix individuels et sans coordination, les mêmes tendances « novatrices » du moment.

Nos travaux sur les politiques de soutien au développement local de l'UE ont mis à jours de nombreux exemples de ces trois dysfonctionnements. L'exemple de la *Destek Kart* développé ici laisse supposer la génération actuelle de projets n'en est pas nécessairement épargnée. S'il n'est pas possible à partir d'un cas unique de déterminer l'existence d'innovation mimétique, les deux autres éléments sont bien présents. La perspective de prendre non plus un cas unique mais les exemples fournis par les divers participants au réseau ENoLL permet de transformer ces trois observations en autant d'hypothèses pour de futurs terrains. L'adoption du langage analytique adapté de Campbell nous permet de renforcer leur puissance et leur précision. Comprendre la mise en place des méthodes du « living lab » dans des contextes institutionnels divers (prenant en compte non seulement les variations nationales mais aussi celles lié au milieu professionnel ou à la localité) comme autant exercices de traduction nous laisse prévoir une dynamique de variation dans laquelle l'innovation ne se réduit pas à la diffusion – et encore moins à la convergence. Le programme de recherche comparative qui émerge de cet hypothèse est profondément transnational au sens donné à ce terme par Hassenteufel (2005) ; le cas étudié ici l'illustre bien. Les particularités de la *Destek Kart* ne peuvent se comprendre

que dans leur contexte local ; d'autres municipalités turques ont fait des choix d'instruments différents. (Ark, 2015) La prolifération de cas infranationaux offert par ENoLL et des réseaux semblables permet donc de dépasser la fausse dichotomie entre « diffusion » et « trajectoires nationales » justement critiquée par Hassenteufel et de Maillard (2013).

Il nous reste, en guise de conclusion, à souligner à quel point cette démarche est lointaine de celle qui prédomine dans la littérature actuelle sur cet objet. La recherche existante sur les « réseaux ouverts d'innovation » est essentiellement descriptive et reste centrée de manière quasi exclusive sur leur potentiel technique. Les travaux analytiques restent rares et limités à des revus spécialisées ... et le plus souvent franchement militantes.<sup>16</sup> De manière générale, ces travaux prennent comme point de départ la présupposition que les nouvelles approches et techniques sont appelées par leur supériorité technique (et morale) à remplacer purement et simplement les anciennes. Cette hypothèse nous fourni ainsi la répliques aux nôtres, dessinant les contours d'un dialogue entre deux ensembles de propositions falsifiable et s'excluant mutuellement.

L'élaboration d'une analyse critique de l'approche représentée par ENoLL est d'autant plus importante que cette initiative crée non pas uniquement des innovations technologiques mais des instruments de gouvernance, au sens d'un dispositif « à la fois technique et social » qui permet l'exercice du pouvoir en jouant autant sur les représentations que sur la contrainte. (Lascoumes et Le Galès, 2004 : 12) Une réflexion initiale sur cet aspect de notre objet forme la seconde étape de cette recherche. En effet parmi les buts avérés des « réseaux ouverts d'innovation » se trouve la plus large diffusion possible des technologies numériques. Les formes que prend cette diffusion soulèvent des enjeux de pouvoir évidents – les projets mis en avant par le Living Lab de Başakşehir nous en offrent des exemples, qu'il s'agisse de l'application de l'informatique à l'aide sociale (délivrée par carte à puce) ; à la médecine (numérisation des données médicales) ou à la sécurité (amélioration des système de vidéo surveillance des zones publiques). Il ne s'agit pas de plonger dans le catastrophisme ; une analyse objective de l'effet actuel et potentiel de ces instruments de gouvernance mérite néanmoins l'attention.

---

<sup>16</sup> Voir à titre d'exemple, Dutilleul *et ali.* (2010); et le numéro spécial de *Technical Innovation Management Review* "Living Labs" (2012)

## Références

- Ark, Ceren. 2014. “The Old Politics in Support of the New: Creating Mobilization for Local Elections in Turkey.” Paper presented to the *Institut Français d’Etudes Anatoliennes* 17 April 2014.
- Ark, Ceren. 2015. « Dynamiques clientélaire et transformation urbaine à Istanbul » *Pôle Sud* n° 42.
- Bonnet, François. 2010. “Les machines politiques aux Etats-Unis. Cliéntelisme et immigration entre 1870 et 1950.” *Politix* 23.
- Buğra, Ayşe. 2009. “Asıl mesele sadakanın politik iktisadı.” *Milliyet*, 23 February.
- Campbell, John. 2004. *Institutional Change and Globalization*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Dutilleul, Benoît *et ali.* 2010. « Unpacking European Living Labs : Analyzing Innovation’s Social Dimensions ». *Central European Journal of Public Policy* 4 : 1.
- Falkner, Gerda *et ali.* 2007. “Worlds of Compliance: Why Leading Approaches to European Implementation are Only ‘Sometimes-True Theories.’” *European Journal of Political Research* 46: 3.
- Falkner, Gerda and Oliver Treib 2008. “Three Worlds of Compliance or Four? The EU 15 Compared to New Member States.” *Journal of Common Market Studies* 46:2.
- Knill, Christoph and Andrea Lemschow. 2005. “Compliance, Competition and Communication: Different Approaches of European Governance and their Impact on National Institutions.” *Journal of Common Market Studies* 43:3.
- Dehouse, Renaud. 2004. « La méthode ouverte de coordination : quand l’instrument tient lieu de politique » in Lascombes et Le Galès, eds., *Gouverner par les instruments*. Paris : Presses de Science Po.
- DG CONNECT. 2014. *Open Innovation Yearbook, 2014*. Brussels: European Commission.
- DG INFSO. 2009. *Living Labs for User-Driven Open Innovation: An Overview of the Living Labs” Methodology, Activities and Achievements*. Brussels: European Commission.
- DiMaggio, Paul J. and Walter Powell. 1983. “The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields.” *American Sociological Review* 48.
- Hassenteufel, Patrick. 2005. « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale. » *Revue Française de Science Politique* 55 :1.
- Hassenteufel, Patrick and Jacques de Maillard. 2013. « Convergence, transferts et traduction : les apports de la comparaison transnationale. » *Gouvernement et Action Publique* 2 : 3.

Hopkins, Jonathan. 2006. “Conceptualizing Political Clientelism: Political Exchange and Democratic Theory.” Paper presented to the annual meeting of the American Political Science Association, 31 August-3 September 2006.

Lascoumes, Pierre et Patrick Le Galès. 2004. « L’action publique saisie par les instruments » in Lascoumes et Le Galès, eds., *Gouverner par les instruments*. Paris : Presses de Science Po.

Majone, Giandomenico et Aaron Wildavsky. 1979. « Implementation as Evolution » in Pressman and Wildavsky. 1984. *Implementation* 3rd ed. University of California Press.

Masraff, Naz. 2011. “Why Keep Complying? Compliance with EU Conditionality Under Diminished Credibility in Turkey.” PhD thesis presented to the London School of Economics and Political Science.

Padioleau, Jean-Gustave. 1982. « Le clientélisme local dans la société post industrielle : l’exemple du Parti Communiste Français » in *L’Etat au concret*. Paris : PUF.

Piattoni, Simona, and Marc Smyrl. 2003. « Building Effective Institution : Italian Regions and the EU Structural Funds » in Bukowski *et al.*eds., *Between Europeanization and Local Societies*. Lanham, MD : Rowman and Littlefield.

Smyrl, Marc. 1999. « When Ideas Get in the Way of Reform » in Braun, Dietmar and Andreas Busch, *Public Policy and Political Ideas*. Cheltenham, UK : Edward Elgar.

Smyrl, Marc. 2008. « French Regional Elites and EC Regional Development Policy » in Smyrl, Marc et William Genieys. *Elites, Ideas, and the Evolution of Public Policy*. Palgrave-MacMillan.

*Technical Innovation Management Review*. 2012. Special Issue on Living Labs (September 2012).